

L'économie du savoir repose sur la créativité et l'innovation

M. Robert Lacroix, recteur de l'UdeM

Vendredi 26 mai 2000

Collation solennelle des grades

Monsieur le Chancelier, Monsieur le Cardinal,
Distingués invités, Chers collègues,
Chers diplômés,
Mesdames et Messieurs

Permettez-moi d'abord de saluer trois personnes qui, dans leur domaine respectif, ont fait et continuent de faire une œuvre remarquable, exceptionnelle : Mmes Louise Arbour et Nancy Huston et M. Robert Vaughan Moody. Ils seront présentés dans quelques instants par leur parrain et nous leur conférerons un doctorat honoris causa . Mais je tiens à leur exprimer dès maintenant mon respect et mon admiration pour ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait. En les honorant aujourd'hui, l'Université de Montréal s'honore.

Les nombreux étudiants de doctorat ici présents aujourd'hui vivront ensemble et avec leurs parents et amis, le dernier des rituels du cursus scolaire qui vient couronner près d'un quart de siècle d'études, de recherche, d'apprentissage, de réflexion, de travail. Dans la vie universitaire, la Collation des grades revient tous les printemps. Mais celle de l'individu terminant un doctorat, elle, n'a lieu qu'une seule fois. Pour vous et pour vos proches, cette journée demeurera un événement unique, exceptionnel, sans précédent dans le passé et sans exemple dans l'avenir. Vous avez donc raison d'être fiers de ce que vous avez accompli et de vous en réjouir. Acceptez mes félicitations et celles de toute la communauté universitaire.

Nous reconnaissons aussi la qualité exceptionnelle de quatre collègues dans leurs activités d'enseignement : M. André Bélanger, Mmes Diane Lamarre, Johanne Lamoureux et Diem Quyen Nguyen. Nous tenons à les féliciter chaleureusement. La qualité de l'enseignement doit être une préoccupation constante dans notre institution. Cinq étudiants particulièrement méritants se verront remettre la médaille du Gouverneur général, pour reconnaître l'excellence de leur dossier scolaire. Je les en félicite sincèrement.

Nous conférerons à huit professeurs qui prennent cette année une retraite bien méritée le titre de professeur émérite en reconnaissance d'une carrière tout à fait exceptionnelle. Il s'agit de : MM. Gilles Dagenais, François-Marc Gagnon, Jean Cléo Godin, James Iain Gow, Hans Hofmann, Mme Margaret Kiely et MM. Claude Morin et Jean-Claude Richer. Je vous félicite et vous remercie. Vous devenez, après d'autres, des modèles pour les générations futures de professeurs à l'Université de Montréal.

Il est de tradition que lors de la Collation solennelle des grades, le recteur de l'Université de Montréal aborde un sujet d'importance pour l'avenir de l'enseignement universitaire. Je maintiendrai encore cette année cette tradition.

Au cours de la dernière année, comme vous avez pu le lire dans le programme de cette collation des grades 321 doctorats ont été décernés par l'Université de Montréal dont 66 ont été octroyés à des étudiants des Écoles Polytechnique et des Hautes Études Commerciales. Pour ceux et celles qui ont lu ce programme, vous avez constaté la diversité des disciplines et surtout des sujets de thèse de doctorat. Certains d'entre vous se sont sûrement demandés : que font tous ces docteurs particulièrement ceux en lettres, en sciences humaines, en sciences sociales. Est-ce que la société a bien fait de subventionner tous les cheminements? N'aurait-il pas été plus profitable qu'on se limite aux domaines en apparence plus porteurs?

Ce questionnement n'est pas nouveau chez nous mais les raisons se sont modifiées dans le temps. Lorsqu'à la fin des années 1950, je terminai mes études classiques et décidai de

poursuivre à l'Université en sciences économiques, beaucoup de gens me demandèrent pourquoi je n'avais pas choisi plutôt le droit, la médecine, la pharmacie ou le sacerdoce. Quelle idée avais-je d'aller dans un domaine assez mal défini à l'époque et sans grandes perspectives d'avenir ?

De nos jours, aux professions libérales traditionnelles se sont ajoutés les secteurs que l'on dit être ceux de l'économie du savoir : l'informatique, les biosciences, le génie. Si bien qu'un individu qui décide par exemple d'étudier en littérature comparée, en histoire de l'art, en sociologie, en philosophie ou en études françaises risque de devoir s'expliquer longuement pour justifier son choix. Ces réactions de nos différents milieux résultent d'une conception erronée de ce qu'est une société de la connaissance et une économie reposant sur le savoir.

L'économie du savoir et ses besoins

Dans certains milieux on a une conception trop restreinte de l'économie du savoir, qui laisse croire que les seuls besoins en main-d'œuvre de cette nouvelle économie se retrouvent en sciences et en génie et se concentrent plus particulièrement dans des champs comme l'informatique et les biotechnologies. Personne ne niera que les secteurs scientifiques jouent un rôle important dans l'économie du savoir. Mais ce rôle est loin d'être exclusif.

Pour soutenir cette dernière affirmation, je vais d'abord vous raconter ce que j'ai tiré d'une visite que j'ai faite l'automne dernier chez UBI Soft dans leurs nouveaux bureaux de Montréal. Vous connaissez sûrement cette entreprise française, qui produit des jeux vidéo à caractère strictement ludique ou éducatif. Pour le commun des mortels, UBI Soft est une entreprise hi-tech n'embauchant à toutes fins utiles que des informaticiens. Dans la réalité, ce n'est pas tout à fait cela. Lors de ma visite, on m'a informé que des quelque 400 employés 25 % seulement avaient un profil dit technique. Par contre, 150 employés avaient un profil dit créatif. Qui sont-ils ? Ils viennent de toutes les disciplines : histoire, philosophie, littérature, design, etc. Lorsque j'ai demandé sur quoi reposait les succès de UBI Soft sur le marché des jeux vidéo, on m'a répondu : surtout sur la remarquable qualité et l'originalité des 150 employés à profil créatif.

Cette large gamme de qualifications se rencontre aujourd'hui dans la conception d'un grand nombre de produits nouveaux. Toute entreprise qui travaille au développement et à la mise en marché d'un nouveau produit voudra d'abord connaître les goûts des consommateurs, leurs besoins, les marchés potentiels. Elle cherchera un bien qui n'est pas seulement utile mais aussi beau à regarder, facile à utiliser, etc. Une fois le bien conçu et produit, il lui faudra en faire la promotion et le vendre. L'entreprise devra aussi vérifier la réaction des consommateurs pour améliorer graduellement son produit. Au bout du compte, le succès d'un produit nouveau dépend d'une multitude d'acteurs qui interviennent aux divers stades de sa conception, de sa production, de sa mise en marché et de sa vente. Dans chacune de ces interventions, des connaissances nouvelles sont appliquées qui ne relèvent pas des sciences naturelles et du génie.

Ajoutons l'exemple du commerce électronique. On le voit, a priori, comme un phénomène relié à l'ordinateur, à l'informatique, à l'Internet, au " hi-tech " quoi ! Toutefois, maintenant que l'infrastructure technique existe, qui travaille au développement de cette nouvelle façon d'échanger les biens et les services ? On a d'abord des économistes, spécialistes des théories des enchères, qui font du " design de marché " sur mesure. Des spécialistes du marketing, ayant souvent des formations de base en psychologie ou en sociologie, s'intéressent au comportement des consommateurs sur de tels marchés. La sécurité et la légalité des transactions électroniques posent encore un grand nombre de problèmes sur lesquels les juristes du cyberspace se penchent. Et on recourt chaque jour davantage aux services de concepteurs, de designers, de scénaristes ou de rédacteurs, car les biens et les services qui sont échangés sur les marchés électroniques doivent être présentés de façon claire, précise et attrayante. En somme, le développement du " contenu " du commerce électronique fait massivement appel à des spécialistes de la gestion, des sciences humaines et sociales, des arts et des lettres.

On ne doit donc pas s'étonner si, comme le montrent les études récentes, les sciences sociales et humaines constituent, et de loin, le groupe le plus important des professions de la connaissance et qu'à l'exception de l'informatique, c'est le groupe qui a connu la croissance de l'emploi la plus importante depuis 1971. Ces résultats empiriques récents contredisent clairement une opinion trop répandue voulant que, dans l'économie du savoir, il n'y en a que pour le hi-tech.

L'investissement ciblé en éducation

Depuis peu, il y a au Québec une belle unanimité dès qu'il s'agit de reconnaître que, dans une économie reposant sur le savoir, l'investissement en capital humain constitue un instrument stratégique pour un pays qui veut favoriser sa croissance économique et le bien-être de ses citoyens.

Ce consensus ne tient plus toutefois aussitôt que l'on passe de ce grand constat général aux politiques de l'éducation. La grande tendance actuellement au Canada, et plus particulièrement au Québec, c'est qu'il faut investir dans l'éducation universitaire mais de façon **ciblée**. Dans ces cibles, jamais il n'est question des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales ou même de la gestion. Mais comment a-t-on déterminé ces cibles? La plupart du temps par de petites études ad hoc, qui relèvent souvent davantage du lobbying industriel que d'une connaissance approfondie du marché du travail pour la main-d'œuvre hautement qualifiée. À cet égard, les études récentes sont assez révélatrices des biais de perception que des situations de court terme peuvent créer.

Par ailleurs, dans le Rapport du Groupe d'experts sur les compétences, qui vient tout juste d'être publié par le Conseil consultatif des sciences et de la technologie du Canada, on peut lire le constat suivant corrigeant certains biais de perception :

"Dans les cinq secteurs industriels qu'on nous a demandé d'examiner [aérospatiale, automobile, biotechnologie, technologies environnementales, technologies de l'information et des communications], nous n'avons pas trouvé de preuve qu'il existait actuellement une pénurie généralisée et persistante de compétence technique. De manière générale, nos établissements d'enseignement et de formation et notre système d'immigration au pays semblent répondre aux exigences des employeurs canadiens à la recherche d'employés possédant les compétences techniques requises".

Ma conclusion est sans ambiguïté à ce sujet. Une politique de " ciblage " en éducation est une mauvaise politique. C'est un relent de ce vieil espoir de planification des formations en fonction de besoins futurs précis. Aucun des modèles de planification appliqués au secteur de l'éducation n'a résisté à l'épreuve de la réalité, malgré tout l'attrait de leur logique. Sans ciblage ni planification centralisée, les universités canadiennes ont, qui plus est, réussi à satisfaire les besoins de cinq industries dont certaines ont été complètement transformées dans la nature de leurs produits et la composition de leurs personnels.

Dans l'économie du savoir et notre monde de plus en plus globalisé, deux éléments doivent guider les investissements en éducation supérieure : 1) la qualité; 2) la liberté de choix individuel.

Il ne suffit pas d'octroyer des diplômes universitaires à une proportion croissante de la population mais bien de nous assurer que nos étudiants, qui vivent un grand nombre d'années dans nos institutions universitaires, en sortiront avec une formation complète, de qualité et à la fine pointe des connaissances de leur domaine d'études. Dans l'économie du savoir, de plus en plus ouverte à la mobilité des personnes, la rentabilité de l'investissement en éducation, pour l'individu comme pour la société, dépendra de plus en plus de la qualité de la formation reçue. Ce lien qualité-rentabilité a toujours été présent; ce qui est nouveau, c'est qu'il deviendra dominant.

L'économie du savoir repose sur la créativité, l'originalité, l'innovation. C'est en donnant aux individus la possibilité de développer leurs compétences en fonction de leurs aptitudes et de leurs préférences que nous leur permettrons d'atteindre leur plein potentiel comme personnes, comme citoyens et comme travailleurs.

Les sociétés qui seront en mesure de laisser les jeunes choisir leurs champs d'études tout en leur garantissant un enseignement supérieur de qualité auront une combinaison de plus en plus gagnante dans l'avenir.